

FMI : tournée de Dominique Strauss-Kahn en Afrique

Le directeur du Fonds monétaire international (FMI), Dominique Strauss-Kahn, a visité du 6 au 12 mars, trois pays africains : le Kenya, l'Afrique du Sud et la Zambie. Durant son séjour à Nairobi, au Kenya, il s'est dit optimiste quant aux perspectives de reprise économique sur le continent africain. « *Pour 2010, le FMI prévoit une croissance de l'ordre de 4,5%. Bref je crois que l'Afrique a retrouvé ses marques, même si beaucoup dépendra de la reprise mondiale, qui n'en est encore qu'à son tout premier stade* ». Il a également mis l'accent sur l'importance de la bonne gouvernance, dans un pays qui a été touché par plusieurs scandales de corruption. Dominique Strauss-Kahn a indiqué, lundi 8 mars, que le FMI pourrait aider les pays africains à négocier leurs contrats avec la Chine. Selon lui, « *le rôle d'une organisation comme le FMI – c'est aussi vrai pour la Banque Mondiale – c'est d'essayer d'être aux côtés des pays africains pour les aider à négocier des choses qui soient équilibrées* ». Il a cité l'exemple du Congo, qui a bénéficié des conseils du FMI dans l'obtention d'un contrat minier avec la Chine.

M. Strauss Kahn a en outre évoqué la possibilité pour le FMI de créer un « *Fonds vert qui serait capable de mobiliser 100 milliards de dollars par an d'ici 2020* ». Ce fonds aurait pour objectif de financer des dispositifs de lutte contre le réchauffement climatique dans les pays en développement. Le directeur du FMI a précisé que « *le FMI n'a pas l'intention de gérer ce fonds* ». Selon lui, cette proposition peut contribuer à la réflexion du Groupe consultatif de haut niveau des Nations unies sur le financement de la lutte contre les changements climatiques qui va débiter ses travaux.

Rencontre d'Abuja sur l'agribusiness et l'agro-industrie en Afrique

Abuja, capitale du Nigeria, a accueilli du 8 au 10 mars la Conférence de haut niveau pour le développement de l'agribusiness et des agro-industries en Afrique. Cette rencontre a réuni les chefs de gouvernement de près de 40 pays africains, les représentants de nombreuses institutions internationales, rassemblant finalement près de 500 participants. La conférence a adopté l'Initiative pour le développement de l'agribusiness et des agro-industries en Afrique (ID3A). Son objectif est d'attirer des capitaux privés, de l'agribusiness et des agro-industries, vers le secteur agricole africain en aidant les Etats à créer des conditions favorables pour ces investissements. L'ID3A précise qu'une telle dynamique devrait contribuer à la mise en place de « *chaines de valeurs agricoles hautement productives et rentables, qui établiront un lien efficace entre les petits et moyens producteurs et les marchés* ». L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) estime qu'il sera nécessaire de mobiliser 940 milliards de dollars d'ici 2050 dans le secteur agricole et les services en aval, pour parvenir à mettre en place un marché où plus de 50% des produits alimentaires vendus soient transformés. L'ID3A prévoit de financer des initiatives de développement de l'agribusiness et de l'agro-industrie grâce à la création de deux guichets de financement. Le premier sera destiné au secteur public et « *consistera pour l'essentiel en des prêts et un financement de l'assistance technique* » et le second, pour le secteur privé « *nécessitera un fonds d'investissement commercial et l'octroi de garantie partielle de crédit* » permettant de mobiliser des ressources auprès des institutions financières. Dans sa déclaration finale, l'Union africaine a également demandé à ses pays membres de respecter l'engagement de la déclaration de Maputo d'allouer 10% de leur budget national à l'agriculture d'ici 2015.

En marge de la conférence, la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA) a publié, mardi 9 mars, un rapport intitulé « *Développement du commerce des intrants agricoles en Afrique : opportunités, problèmes et défis* ». Les auteurs soulignent que l'amélioration des infrastructures nationales de transport, de communication ou encore de recherche, rendra plus attractif le marché africain des intrants pour les fournisseurs. A ce propos, le rapport indique que « *l'isolement général des paysans des marchés rend les coûts de la commercialisation trop élevés pour la plupart des fournisseurs* ». Le rapport précise également que, contrairement à la perception qu'en ont les fournisseurs, la demande d'intrants est élevée. La CEA critique, par ailleurs, le recours aux subventions destinées à l'acquisition d'intrants qui, selon elle, décourage l'investissement privé. La commission estime qu'il serait plus efficace d'utiliser ces fonds pour améliorer les conditions de commercialisation des intrants. Par conséquent, elle préconise de développer des partenariats public-privé capables de consolider les systèmes d'approvisionnement en intrants. A l'occasion de la clôture de la conférence d'Abuja, Josue Dione, directeur de la sécurité alimentaire et du développement durable de la CEA, a déclaré que « *l'agriculture africaine est assoiffée puisque moins de 4% de la totalité des terres arables sont irriguées comparativement à 33% en Asie-Pacifique et 29% au Moyen Orient* » et qu'elle « *a faim puisqu'elle ne reçoit que 14,6 kilos de fertilisants par hectare contre 114,3 dans les pays développés* ». Constatant que, malgré les 3 milliards de dollars d'aide alimentaire et les 33 milliards de dollars d'importation de produits alimentaires, 265 millions de personnes sont sous-alimentées sur le continent africain (soit une personne sur trois), il a demandé que ces sommes soient utilisées pour le renforcement de l'agriculture africaine.

Sources: AFP, Reuters, PANA, Le Monde, AllAfrica, HLCD-3A, UA, ONU, CEA,